



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République de Djibouti pour 2021-2024

Document d'action « Djibouti propre et prospère horizon 2027 »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Djibouti propre et prospère horizon 2027 CRIS number: NDICI-AFRICA/2021/043-444 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui Ce projet contribue à 100% à l'initiative Team Europe 1
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée dans la ville de Djibouti
4. Document de programmation	Document de programmation conjointe 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	1. Ville propre & résiliente 1.1 Ville propre: accès à l'eau et l'assainissement liquide et solide et gestion de risques d'inondations 1.3 Renforcer la gouvernance urbaine, la qualité et l'accessibilité des services
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Assainissement
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 6 « eau propre et assainissement » ODD 11 « villes et communautés durables », ODD 13 « lutte contre les changements climatiques », ODD 1 « pas de pauvreté », ODD 5 « égalité entre les sexes » et ODD 10 « inégalités réduites »
8 a) Code (s) CAD	14020 - Eau et assainissement -100%
8 b) Principal canal de distribution @	Institutions de l'UE - 918

	Canal de distribution: 40000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé : 30 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 30 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD)			

1.2 Résumé de l'Action

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la **programmation conjointe pour la période 2021-2027**.

La situation de la ville de Djibouti, hébergeant près de 60% des habitants du pays et sujette à une forte extension urbaine à l'ouest, est préoccupante en termes d'accès à l'assainissement. Les infrastructures sont limitées et vétustes et ne couvrent qu'une partie des quartiers de la ville. La présente action permettra d'approfondir le soutien de l'UE au développement de l'assainissement liquide de la ville, y compris en renforçant les capacités des autorités djiboutiennes, afin de promouvoir une ville plus verte, plus durable et plus égalitaire en améliorant les conditions de vie des populations les plus défavorisées.

Ce projet contribue à 100% à l'initiative Team Europe 1 « Djibouti propre et prospère à l'horizon 2027 » et contribuera à l'atteinte de ses deux principaux objectifs : i) la promotion de la dimension sociale du développement urbain durable et ii) le renforcement de la bonne gouvernance urbaine.

L'action est alignée avec le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030 et le « Pacte vert » de l'UE et contribuera principalement aux **ODDs 6 « eau propre et assainissement », 11 « villes et communautés durables » et 13 « lutte contre les changements climatiques »**, mais également aux ODDs 1 « pas de pauvreté », 5 « égalité entre les sexes » et 10 « inégalités réduites ». Au sein de la Stratégie avec l'Afrique, cette action s'inscrit également dans le cadre des priorités de transition verte et gouvernance, paix et sécurité, et développement humain.

Enfin, au niveau national, cette action s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique de développement de la ville de Djibouti 2020-2024 et le Schéma directeur d'assainissement (SDA) de Djibouti. L'objet de ce financement est également en cohérence avec (i) les orientations stratégiques du Cadre d'intervention pays (CIP) de la France pour la période 2017-2021, consistant à favoriser un développement durable et inclusif (amélioration des réseaux et infrastructures urbaines) et (ii) le Cadre d'intervention (CIS) Eau (2014-2018) (amélioration des conditions d'accès à un service d'assainissement géré en toute sécurité).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Bien qu'étant un petit pays de la Corne de l'Afrique, Djibouti n'en est pas moins **un des pays les plus géostratégiques de la région**. Sa situation géographique à la pointe de la Corne de l'Afrique et à l'entrée de la mer Rouge, couplée à ses ports et ses zones franches, lui confèrent un rôle clé dans toute la région, notamment en matière commerciale. Djibouti joue également un rôle dans la migration régionale, puisqu'il est un important pays de transit en particulier pour les réfugiés qui fuient les conflits dans la sous-région vers les pays du Golfe, mais également un pays d'accueil important pour les réfugiés. Djibouti est aussi un partenaire solide dans la lutte contre la piraterie maritime et le terrorisme. Ceci a accru l'attractivité de Djibouti pour les forces militaires engagées dans la lutte contre la piraterie maritime et l'islamisme radical.

Djibouti est un pays à revenu intermédiaire avec un PIB par habitant de 3 044 USD¹. Après un ralentissement de la croissance du PIB en 2020 de 1,3% en raison de la pandémie de la COVID-19, la croissance devrait rebondir et retrouver un taux de 80% en 2022-2025. Le développement économique du pays repose également sur une stratégie ambitieuse d'intégration économique avec l'Éthiopie et, au-delà, avec les pays de l'Intergovernmental Authority on Development (IGAD)² et de la Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)³. Cependant le pays est également confronté à bon nombre de défis de nature macro-économique, à commencer par le niveau de sa **dette publique**. Au cours des dernières années, le pays a décidé d'investir massivement dans les infrastructures de transport (ports, chemins de fer, interconnexion d'eau), principalement à travers des **prêts chinois**.

De façon générale, Djibouti demeure un hub de stabilité dans une région en proie à l'instabilité. Préserver cette stabilité apparaît comme une priorité et un intérêt stratégique pour l'UE et ses Etats Membres. Depuis plusieurs années **les investissements européens dans le secteur de l'eau et de l'assainissement contribuent à cette stabilité par l'amélioration de la condition de vie des populations**. C'est en effet un domaine de grande importance pour les autorités nationales – pour les raisons susmentionnées – et le soutien européen dans ce domaine est largement reconnu.

La situation de la ville de Djibouti, hébergeant près de 60% des habitants du pays, est préoccupante en termes d'accès à l'assainissement. En effet les infrastructures sont limitées, souffrent de vétusté et ne couvrent qu'une partie des quartiers de la ville. De plus, la ville de Djibouti est sujette à une forte extension urbaine à l'ouest de l'oued Ambouli avec le développement de la commune de Balbala, d'une population estimée à 300 000 habitants.

Un des objectifs de la stratégie de coopération de l'UE et de son état membre, la France (via l'AFD), depuis plusieurs années est de contribuer de façon significative au développement de l'assainissement liquide de la ville de Djibouti, à travers l'installation d'un réseau d'assainissement collectif dans plusieurs quartiers de Djibouti-ville et le financement d'infrastructures de traitement des eaux usées afin d'améliorer les conditions de vie des populations les plus défavorisées.

Dans le cadre du Plan stratégique de développement de la ville de Djibouti 2020 – 2024, les secteurs de l'eau et de l'assainissement, ainsi que la gestion des déchets solides et liquides, sont des composantes essentielles d'un meilleur développement vert et d'une planification urbaine durable. De plus, le changement climatique, avec son lot de pluies diluviennes et d'inondations, a contribué à la résurgence des maladies d'origine hydrique affectant la santé des Djiboutiens. Par conséquent, l'accès à l'assainissement liquide est maintenant perçu comme une mesure de prévention de la saturation des systèmes sanitaires. La situation est d'autant plus exacerbée par la situation actuelle liée à la pandémie de la COVID-19. Le gouvernement de Djibouti a entrepris des réformes institutionnelles telles que la publication du Code de l'eau (1996) puis par l'adoption en 2006 d'une politique nationale intégrée de l'eau et de l'assainissement, centrée autour de la création de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEAD), opérateur unique. L'UE a accompagné ces dernières années cet engagement politique et financier de

¹ Rapport de suivi Banque mondiale – 2019.

² Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Ouganda.

³ Burundi, Comores, RDC, Djibouti, Egypte, Erythrée, Eswatini, Ethiopie, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

l'État djiboutien notamment via le programme Soutien aux réformes qui avait pour objectif d'amorcer le processus de modernisation de l'ONEAD.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

La gestion des ressources en eau est un enjeu critique sur l'ensemble du territoire djiboutien, situé en zone désertique. Ne disposant pas de ressources en eau de surface substantielles, le pays a historiquement assuré son alimentation en eau potable à partir de ressources souterraines, aujourd'hui surexploitées et menacées par des phénomènes d'intrusion saline. L'État a donc lancé des projets de mobilisation de ressources en eau alternatives (tels que la construction d'une usine de dessalement sur financement du 10^e et 11^e Fonds européen de développement (FED) et la construction d'une conduite transfrontalière d'adduction d'eau potable depuis l'Éthiopie sur financement chinois) qui ont augmenté de manière significative les volumes d'eau potable distribués.

Le secteur de l'assainissement est fortement impacté par l'augmentation de ces volumes d'eau potable, ce qui entraîne une production d'eaux usées également significative, notamment dans la capitale.

Sur ces sujets, l'État poursuit un objectif de réduction du risque sanitaire et environnemental, en focalisant ses interventions sur l'évacuation et le traitement des eaux usées hors des zones d'habitation par le renforcement du réseau d'assainissement collectif de Djibouti-ville. Le Schéma directeur de l'assainissement de Djibouti, financé sous le 10^e FED et restitué en 2018, préconise de développer en priorité un système d'assainissement collectif dans les zones les plus denses de Djibouti-ville et de réglementer l'assainissement autonome pour le reste du pays.

De plus, un des enjeux majeurs de Djibouti en termes d'adaptation est son indépendance hydrique. La disponibilité de la ressource étant néanmoins limitée, malgré l'augmentation de la production, les ressources d'eaux issues du traitement des eaux usées deviennent par conséquent une opportunité pour assurer la sécurité alimentaire du pays.

Une économie circulaire de l'eau a été impulsée par le projet AMCC (Alliance mondiale contre le changement climatique), financée par l'UE, où les eaux usées traitées de la première station d'épuration de Djibouti ont permis la mise en place d'un périmètre irrigué de 20 hectares dédié à l'agriculture. Le projet AMCC+ accordé par l'UE en 2018 va renforcer cette économie circulaire naissante à Djibouti avec la mise en place d'une stratégie territoriale multi usages de réutilisation des eaux usées traitées qui permettrait d'optimiser l'efficacité environnementale, sociale et économique de cette nouvelle ressource.

L'ONEAD, en charge de la gestion de l'approvisionnement en eau potable, de la collecte et du traitement des eaux usées en milieu urbain, va donc devoir faire face à une forte augmentation du volume d'eau, de la diversité et de la complexité technique de ses activités d'exploitant du service d'eau et d'assainissement.

Les riverains sont également amenés à se confronter pour beaucoup d'entre eux à une situation nouvelle. En effet, majoritairement les habitants possédaient des systèmes d'assainissement individuel (par fosses septiques ou latrines). Un accompagnement des acteurs de la société civile a montré son efficacité lors des projets antérieurs face à l'appréhension par les riverains des implications et des conséquences des nouvelles infrastructures.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

L'Agence française de développement (AFD)

L'action sera mise en œuvre à travers une délégation de fonds à l'AFD. Par ailleurs, il est à noter que la France sera très impliquée dans l'initiative Team Europe 1 à laquelle elle contribuera financièrement et en termes de mise en œuvre. L'AFD est un partenaire fiable et qui a accumulé de l'expertise dans les projets d'assainissement à Djibouti, notamment à travers la mise en œuvre des projets du 10^e FED et 11^e FED.

Office national de l'eau de l'assainissement de Djibouti (ONEAD)

L'ONEAD est un établissement administratif public doté d'une autonomie financière qui assure la gestion technique et commerciale des ressources d'eau potable et de l'assainissement liquide à Djibouti. L'ONEAD est une entreprise publique sous tutelle du ministre de l'agriculture, de l'eau, de la pêche, de l'élevage et des ressources halieutiques. L'ONEAD a pour prérogatives d'étendre et opérer le service collectif d'assainissement sur tout le territoire de Djibouti.

La situation financière d'ONEAD reste précaire, même si les paramètres de gestion se sont améliorés grâce aux efforts du personnel et à l'augmentation tarifaire intervenue en 2015. L'UE a accompagné ces dernières années cet engagement politique et financier de l'État djiboutien notamment via le programme « Soutien aux réformes » qui avait pour objectif d'amorcer le processus de modernisation de l'ONEAD.

L'action vise à préparer l'ONEAD au changement d'échelle des ses activités en renforçant ses capacités organisationnelles, commerciales, techniques et financières.

Le ministre de l'agriculture, de l'eau, de la pêche, de l'élevage et des ressources halieutiques

Le ministère de l'agriculture est un bénéficiaire indirect de l'action étant la tutelle de l'ONEAD. Le ministère est très impliqué dans le projet de réutilisation des eaux usées traitées. Il a été un acteur actif pour soutenir la mise en place du périmètre irrigué par les eaux usées traitées. Son rôle est central notamment dans la mise en place de l'économie circulaire de l'eau.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'améliorer **les conditions sanitaires** de la population de la ville de Djibouti

L'action va contribuer à atteindre **les objectifs spécifiques** suivants :

- **Objectif spécifique 1** : le réseau de l'assainissement liquide à Djibouti est amélioré
- **Objectif spécifique 2** : la gouvernance dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est améliorée.

La contribution à l'objectif spécifique 1 se fera à travers **les produits 1 & 2** suivants :

- **Produit 1** : Les eaux usées des usagers des quartiers défavorisés sont collectées et traitées
- **Produit 2** : La région de Balbaba Sud est raccordée au réseau d'assainissement.

Le **produit 3** contribuera à l'atteinte de l'objectif spécifique 2 :

- **Produit 3** : La performance de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti est renforcée

3.2 Activités indicatives

Travaux complémentaires pour le raccordement des usagers au réseau d'assainissement des Q5, Q6, Q7, Q7bis et Stade

Cette activité s'inscrit dans la continuité d'un projet mise en œuvre par l'AFD et cofinancée par l'UE. Les quartiers identifiés sont aujourd'hui une priorité pour le gouvernement, car la situation sanitaire y est préoccupante à cause des débordements des eaux usées dans les ruelles des quartiers ciblés, en raison d'un réseau d'assainissement collectif inexistant ou vétuste. Pour cette activité, toutes les études préliminaires ont été réalisées par l'AFD, ce qui permettra une mise en œuvre et une atteinte des résultats rapides.

Les études préliminaires viennent d'être réalisées par l'ONEAD et l'AFD. Les quartiers identifiés sont aujourd'hui une priorité pour le gouvernement, car la situation sanitaire y est préoccupante à cause des débordements des eaux usées dans les ruelles des quartiers.

Activité liée au produit 2 :

Réalisation et construction d'un collecteur primaire dans la région de Balbala Sud, pour la collecte des eaux usées vers la station d'épuration (STEP) de Balbala.

En effet, il est prévu que la STEP de Balbala soit connectée au réseau des quartiers défavorisés de Balbala par le nord via le collecteur de cheik Osman (financé par l'UE). Néanmoins, au vu de l'extension du quartier Balbala Sud et la capacité de traitement de la STEP de Balbala, il est important de réaliser ce collecteur afin d'optimiser les travaux déjà financés par l'UE en permettant de collecter et traiter un maximum d'utilisateurs.

Activité liée au produit 3 :

Contribution de financement au projet PROSPERO

Sur la base des nombreuses études et appuis techniques financés par l'UE dans le cadre du projet PEPER, l'AFD a élaboré un programme d'appui à la performance de l'ONEAD. Ce programme consiste à mettre en place (i) un contrat de service avec un exploitant international d'eau et d'assainissement, rémunéré sur la base des résultats atteints, (ii) un fonds de travaux permettant d'améliorer les performances techniques en matière d'eau et d'assainissement et enfin (iii) un contrat de performance entre l'État et l'ONEAD avec une amélioration significative de la gouvernance de l'entreprise.

L'AFD va largement contribuer financièrement à ce programme, qui rentre dans le cadre de l'initiative Team Europe 1.

L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans le cadre de ce programme annuel d'action sera complété par d'autres contributions de la part de partenaires de l'Équipe Europe. Elle est conditionnée à la confirmation formelle par chaque partenaire de sa contribution substantielle dès que possible. Dans l'hypothèse où ces TEI et/ou ces contributions ne se concrétisent pas l'action de l'UE pourra continuer hors du cadre des TEI.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Le projet aura pour effet de réduire les infiltrations souterraines des eaux usées et permettra donc une meilleure protection de la nappe phréatique alimentant la ville de Djibouti en eau potable. L'atteinte des résultats permettra également de protéger l'environnement marin des eaux usées rejetées en mer sans aucun traitement.

Une étude d'impact environnemental sera réalisée dans le cadre de l'action. Cette étude viendra compléter les études environnementales finalisées par l'AFD dans le cadre du projet d'assainissement PERRAD (Projet d'Extension et de Renforcement du Réseau d'Assainissement de Djibouti) complémentaire à l'action.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que le projet apportera un soutien au rôle de la femme, qui assume à Djibouti la responsabilité des aspects sanitaires au sein de la famille.

Droits de l'homme

L'action proposée permettra de réduire fortement les maladies d'origine hydrique consécutives à la présence des eaux usées non traitées, comme le paludisme, le choléra, la dengue et le chikungunya, et donc d'améliorer ainsi les conditions sanitaires et le cadre de vie de la population.

De plus la modernisation des services de l'ONEAD permettra une meilleure relation entre la population et l'ONEAD et ainsi aspirer à la satisfaction du service rendu.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0.

Démocratie

L'amélioration des conditions de vie est une étape importante dans le processus œuvrant vers plus de démocratie.

Réduction des risques de catastrophes

L'amélioration des réseaux d'assainissement permettra à la ville de Djibouti de mieux résister aux inondations devenues fréquentes, dues au changement climatique.

Société civile

Dans les projets antérieurs, des acteurs influents de la société civile ont été fortement impliqués pour la sensibilisation et la coordination du dialogue avec les riverains dans les différentes étapes de la mise en œuvre. Cet accompagnement sera également mis en place dans cette action.

Migration

L'urbanisation s'est fortement accélérée à Djibouti ville, devenant le principal pôle d'attraction pour la population migrante. Hypertrophiée, Djibouti-ville s'est faite en l'absence d'un cadre, générant une situation de stress social et sanitaire des populations. L'amélioration des infrastructures d'assainissement collectif bénéficiera aux populations déplacées présentes à Djibouti-ville. Des actions complémentaires seront encouragées avec les autorités locales qui bénéficient déjà d'un support de l'initiative Team Europe 1 dans le cadre du Plan stratégique de la ville de Djibouti 2020-2024.

3.4 Risques et enseignements tirés

Categories	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne / Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Politique	Le gouvernement ne s'approprie pas le projet	Faible	Faible	Au niveau national, cette action s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique de développement de la ville de Djibouti 2020-2024 et le Schéma directeur d'assainissement (SDA) de Djibouti. Le dialogue de politique avec les partenaires dans ce secteur est développé ; en témoigne l'implication et la contribution du gouvernement dans le projet « production d'eau potable par dessalement et énergie renouvelable » (PEPER - usine de dessalement) au niveau technique, politique, sectoriel et financier.

Durabilité	La situation financière de l'ONEAD est précaire. L'ONEAD n'arrive pas à se transformer et à performer tant au niveau organisationnel qu'au niveau technique	Moyen	Moyen	Le projet d'assistance technique pour la réforme de l'ONEAD financé sous le 10 ^e FED dans le but de rationaliser davantage les coûts de fonctionnement de l'ONEAD a permis une vraie amorce dans la transformation de l'ONEAD. L'action va contribuer fortement à cette transformation à travers le résultat/produit 3.
Durabilité	Les activités ne sont pas inscrites dans un plan à long terme	Faible	Moyen	Les activités sont inscrites dans les différents documents stratégiques et les documents opérationnels (Stratégie nationale, SDA etc..).
Technique	Les partenaires techniques et économiques présents à Djibouti ne sont pas compétents	Faible	Fort	L'AFD possède des procédures et des contrôles de qualité qui permettront de sélectionner des entités fiables pour la mise en œuvre. La délégation de l'UE possède également des procédures de suivi qui permettent d'atténuer ce risque.

Enseignements tirés :

Ce projet s'inscrit dans le prolongement d'une série d'interventions de l'UE dans les secteurs du développement urbain, de l'assainissement et de l'environnement.

Les enseignements tirés des différents projets ont démontré :

- L'importance d'impliquer les acteurs d'exploitation qui ont activement joué leur rôle dans les projets antérieurs ;
- Que l'intégration d'une composante d'assistance technique dans le projet permet aux futurs exploitants d'assurer la pérennité des investissements ;
- L'importance d'un engagement politique de l'État djiboutien ;
- Que la mise en place d'un mécanisme de coordination des différents acteurs au niveau national, tel que l'initiative Team Europe 1, peut favoriser la synergie et la complémentarité des activités des intervenants et donc l'utilisation efficace et efficiente des ressources.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est de pérenniser l'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement dans un pays où la population est massivement urbaine ; c'est une priorité clef pour créer les conditions favorables au développement d'une **ville verte et plus durable** et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants de la ville.

L'action prévoit d'améliorer sensiblement les conditions sanitaires des habitants de la ville de Djibouti, par la collecte et le traitement des eaux usées aujourd'hui déversées et stockées dans l'environnement immédiat des riverains. L'atteinte de cet objectif passe par le développement des infrastructures d'assainissement qui seront sous la gestion de l'ONEAD. Ces infrastructures viennent compléter les infrastructures déjà installées et financées en majeure partie par l'UE et ses Etats Membres. En effet les eaux usées ainsi collectées seront traitées par la station d'épuration de la région de Douba qui est en cours de doublement de sa capacité dans le cadre d'un cofinancement UE-AFD. Les volumes d'eaux ainsi traités viendront augmenter les opportunités de développement de périmètres irrigués dans la région de Douba, semblables au périmètre irrigué équipé et mis en place dans le cadre du projet UE financé par l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC).

De plus, l'extension du réseau d'assainissement prévu par l'action au niveau de la commune de Balbala va également permettre de traiter les eaux usées de ses quartiers défavorisés et ainsi préserver l'environnement immédiat des riverains. Ces eaux usées seront traitées par la station d'épuration de Balbala financée par l'UE et en cours de construction. De la même manière que dans la région de Douba, la station d'épuration de Balbala, qui se trouve à proximité des jardins historiques de la ville, permettra d'alimenter des périmètres agricoles avec les eaux usées traitées.

Si elle est accompagnée par une volonté constante des instances nationales pour améliorer le bien-être des habitants, la vision claire des investissements nécessaires pour la ville de Djibouti, prévus dans le SDA de la ville de Djibouti financé par l'UE en 2018 et la stratégie de réutilisation des eaux usées prévue dans le projet AMCC+, permettra l'émergence d'une économie circulaire. Dans les domaines prioritaires de la programmation conjointe pour la période 2021-2027, il est prévu que l'accentuation de ce cercle vertueux pour la ville sera réalisée à travers des projets de réutilisations des eaux usées et des projets de valorisation des déchets solides.

Afin de permettre à l'ONEAD d'appréhender toutes ces opportunités et ce changement de paradigme, l'action propose de renforcer le partenaire de mise en œuvre sur le long terme en contribuant au projet PROSPERO élaboré par l'AFD. Cet accompagnement va non seulement renforcer l'ONEAD dans sa gestion des questions d'assainissement mais également dans sa mission principale de distributeur d'eau potable. La gestion de l'usine de dessalement, financée par l'UE dans sa première phase et prochainement par la Banque européenne d'investissement (BEI) pour sa deuxième phase, va bénéficier également de cet accompagnement.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Modalité de projet

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Améliorer les conditions sanitaires de la population de la ville de Djibouti	1) Incidence de la pauvreté relative et extrême à Djibouti-ville 2) Nombre de personnes infectées par des maladies telles que malaria, troubles gastro-intestinaux, diarrhées, cholera, dengue (H/F) 3) Volume d'eaux usées collecté et traité (en m3)	1) 20% de la population vit dans une pauvreté extrême (2021) 2) Données OMS ⁴ 3) Données en 2021	1) Moins de 20% de la population vit dans une pauvreté extrême en 2027 2) Valeurs inférieures aux données OMS en 2027 3) Données en 2027	1) Site de la Banque mondiale. 2) Rapport de l'OMS sur le site officiel. 3) Rapport d'exploitation. Plan de gestion des eaux usées traitées	
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	1. Le réseau de l'assainissement liquide à Djibouti est amélioré 2. Amélioration de la gouvernance dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.	1) La proportion de la population de Djibouti ayant leurs eaux usées collectées et traitées (%) 2) Nombre de branchements réalisés Nombre d'abonnés à l'Eau potable AEP (H/F) Nombre d'abonnés EU (H/F) 3) Taux de satisfaction des usagers	1) 30% (2021) 2) Données des rapports d'exploitation de 2021 3) Données de l'enquête de satisfactions -2022	1) 40% en 2027 2) Données des rapports d'exploitation de 2027 3) Données de l'enquête de satisfactions - 2027	1) Statistiques de raccordement de l'ONEAD – Rapport annuel 2) Suivi du contrat de performance Rapports d'activités du projet PROSPERO 3) Enquête de satisfaction dans le projet PROSPERO	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement continue à accorder une priorité au secteur Coordination sectorielle renforcée entre les bailleurs de fonds

⁴ Profil sanitaire de Djibouti- OMS- <http://who.int/countries/dji/fr/>

Produits	1. Les eaux usées des usagers des quartiers défavorisés sont collectées et traitées.	1.1) Linéaire de réseaux construits (m) 1.2) Nombre de branchements réalisés avec l'appui de l'UE 1.3) Volume d'eaux usées traité dans les stations d'épuration appuyées par l'UE (m3/jour)	1.1) 0 1.2) 0 1.3) 3000 m3/jour en 2021	1.1) m construits en 2027 1.2) nombre de foyers raccordés 1.3) 5 000 m3/jour en 2021	1.1) et 1.2) Rapport d'exploitation. Procès verbal de réception des travaux et rapports de suivi du programme. 1.3) Données d'exploitation des stations d'épuration.	<ul style="list-style-type: none"> • L'ONEAD assure l'exploitation et la maintenance des stations de pompage et du réseau de collecte des eaux usées des cités de Balbala. • Raccordement aux réseaux d'assainissement et paiement des redevances par les habitants. • L'application du contrat de moyens et d'objectifs État-ONEAD est essentielle pour assurer l'atteinte des objectifs. • Appropriation de la ville, des collectivités, des conseils de gestion de quartiers et des bénéficiaires. • Bonne gestion des ouvrages.
	2. La région de Balbaba Sud est raccordée au réseau d'assainissement.	2) La proportion de la population de Balbaba ayant leurs eaux usées collectées et traitées (H/F).	2) 8 700 habitants en 2021.	2) Les données seront définies suite à l'étude de faisabilité lancée par l'AFD (septembre 2021)	2) Rapport de l'évaluation finale.	<ul style="list-style-type: none"> • Le schéma directeur de l'urbanisme est respecté. • Les servitudes pour le collecteur primaire sont sécurisées.
	3. La performance de l'Office national de l'eau et de l'assainissement de Djibouti est renforcée.	3.1) Nombre de personnels ONEAD formés et ayant acquis de nouvelles compétences avec l'appui de l'UE (H/F) avec l'appui de l'UE.	3) Données de départs intégrés dans le rapport préliminaire du	3) Données finales intégrés dans le rapport	3) Rapports du consultant en charge de la mise en œuvre du programme d'appui.	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance technique et formations adaptées aux besoins. • Résistances au changement bien appréhendées.

		<p>3.2) Pourcentage de femmes au sein des personnels formés avec l'appui de l'UE</p> <p>3.3) Pourcentage de femmes dans les nouveaux recrutements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux des eaux non comptabilisées - Taux de recouvrement des créances auprès des clients - Productivité des ressources humaines y compris sous-traitance, mesurée en nombre - Productivité globale/ sur coûts d'exploitation 	projet PROSPERO 2022.	final du projet PROSPERO.	3.1) Questionnaire de connaissance rempli par les participants avant et après la formation.	<ul style="list-style-type: none"> • Négociations du contrat d'objectifs et de moyens État / ONEAD.
--	--	--	-----------------------	---------------------------	---	--

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Djibouti

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁵.

4.4.1 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec **l'Agence française pour le développement (AFD)**, qui est une entité qui a passé les piliers (pillar-assessed). Cette mise en œuvre implique toute l'action. L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants. Ce mode de mise en œuvre se justifie car l'AFD a déjà entrepris les études et possède l'assistance technique pour la mise en œuvre de cette composante. De plus l'AFD finance et met en œuvre des activités similaires et complémentaires.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

⁵ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD) – voir section 4.4.1	30 000 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	Intégrés dans la gestion indirecte avec (AFD)
Provision pour dépenses imprévues	Intégrés dans la gestion indirecte avec (AFD)
Totaux	30 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

L'AFD sera en mesure de fournir une structure de gestion efficiente, afin de mettre en œuvre l'action. L'AFD signera une convention de délégation pour la mise en œuvre de cette activité.

La Direction technique de l'Office national de l'eau assurera la maîtrise d'œuvre de l'action

Un appui à la surveillance et contrôle de qualité des travaux sera fourni à la maîtrise d'œuvre à travers un appel d'offres de services conformément aux procédures de l'AFD.

Le suivi du projet sera assuré à travers le comité de pilotage qui regroupe les principaux partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la Délégation. À cette fin, elle établira un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2 Evaluation

Compte tenu la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations finales de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire d'un partenaire chargé de la mise en œuvre.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que les produits du projet devront être évalués sous le prisme de la durabilité.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 REPORTING IN OPSYS

An Intervention (also generally called project/programme) is the operational entity associated to a coherent set of activities and results structured in a logical framework aiming at delivering development change or progress. Interventions are the most effective (hence optimal) entities for the operational follow-up by the Commission of its external development operations. As such, Interventions constitute the base unit for managing operational implementations, assessing performance, monitoring, evaluation, internal and external communication, reporting and aggregation.

Primary Interventions are those contracts or groups of contracts bearing reportable results and respecting the following business rule: ‘a given contract can only contribute to one primary intervention and not more than one’. An individual contract that does not produce direct reportable results and cannot be logically grouped with other result reportable contracts is considered a ‘support entities’. The addition of all primary interventions and support entities is equivalent to the full development portfolio of the Institution.

Primary Interventions are identified during the design of each action by the responsible service (Delegation or Headquarters operational Unit).

The level of the Primary Intervention is defined in the related Action Document and it is revisable; it can be a(n) (group of) action(s) or a (group of) contract(s).

Tick in the left side column one of the three possible options for the level of definition of the Primary Intervention(s) identified in this action.

In the case of ‘Group of actions’ level, add references to the present action and other action concerning the same Primary Intervention.

In the case of ‘Contract level’, add the reference to the corresponding budgetary items in point 4.6, Indicative Budget.

Option 1: Action level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
Option 2: Group of actions level		
<input type="checkbox"/>	Group of actions	Actions reference (CRIS#/OPSYS#):
Option 3: Contract level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 1	Convention de delegation avec l’AFD
<input type="checkbox"/>	Single Contract 2	
<input type="checkbox"/>	Single Contract 3	
<input type="checkbox"/>	Group of contracts 1	